

Nous ne voulons pas mourir dans les décombres du néolibéralisme

<< La justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise ; reconstruire la justice sociale est le seul moyen de sortir de la crise ! >>

Pierre Larrouturou

Membre du collectif « Roosevelt 2102 »

Le Monde Mercredi 2 Mai 2012

« *Les systèmes tiennent souvent plus longtemps qu'on ne le pense, mais ils finissent par s'effondrer beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine.* » En quelques mots, l'ancien chef économiste du Fonds monétaire international, Kenneth Rogoff, résume bien la situation de l'économie mondiale. Quant au gouverneur de la Banque d'Angleterre, il affirme que « *la prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930* »...

La zone euro ne va pas bien, mais les Etats-Unis et la Chine, souvent présentés comme les deux moteurs de l'économie mondiale, sont en fait deux bombes à retardement : la dette totale des Etats-Unis atteint 358 % du produit intérieur brut (PIB) ; la bulle immobilière chinoise, presque trois fois plus grosse qu'elle ne l'était aux Etats-Unis avant la crise des subprimes, commence à éclater.

Vu le contexte international, comment le PS et l'UMP peuvent-ils continuer de tout miser sur le retour de la croissance ? Il n'y a qu'une chance sur mille pour que ce rêve devienne réalité. « *Ça va être effroyable*, me confiait récemment un responsable socialiste. *Il n'y aura aucune marge de manœuvre. Dès le mois de juin, on va geler des dépenses. Dans quelques mois, le pays sera paralysé par des manifestations monstres et, en 2014, on va se prendre une raclée historique aux élections.* »

L'austérité est-elle la seule solution ? La gauche au pouvoir est-elle condamnée à décevoir ? Non. L'Histoire montre qu'il est possible de s'extraire de la « spirale de la mort » dans laquelle nos pays sont en train de s'enfermer.

En 1933, quand Roosevelt arrive au pouvoir, les Etats-Unis comptent 14 millions de chômeurs, la production industrielle a diminué de 45 % en trois ans. Il agit alors avec une détermination et une rapidité qui raniment la confiance : certaines lois sont présentées, discutées, votées et promulguées dans la même journée. Son objectif n'est pas du tout de « rassurer les marchés financiers », mais de les dompter. Son but n'est pas de « donner du sens à l'austérité », mais de reconstruire la justice sociale. Les actionnaires sont furieux et s'opposent de toutes leurs forces à la loi qui sépare les banques de dépôt et les banques d'affaires, aux taxes sur les plus hauts revenus ou à la création d'un impôt fédéral sur les bénéficiaires. Mais Roosevelt tient bon et fait voter quinze réformes fondamentales en trois mois. Les catastrophes annoncées par les financiers ne se sont pas produites. Mieux ! L'économie américaine a très bien vécu avec ces règles pendant un demi-siècle. Ce qu'a fait Roosevelt en matière économique n'était sans doute pas suffisant (sans l'économie de guerre, les Etats-Unis allaient retomber en récession), mais les réformes qu'il a imposées en matière bancaire et fiscale ont parfaitement atteint leurs objectifs.

Jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan en 1981, l'économie américaine a fonctionné sans avoir besoin ni de dette privée ni de dette publique. Alors que, pendant trente ans, des règles fordistes avaient assuré un partage équitable de la valeur ajoutée entre les salariés et les actionnaires,

les politiques de dérégulation ont, en trente ans, fait passer la part des salaires de 67 % à 57 % du PIB des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui a conduit à augmenter tant la dette publique - car les impôts sur les salaires et la consommation sont la première ressource des Etats - que la dette privée, car les salariés ont dû s'endetter pour maintenir leur niveau de vie.

C'est à cause du chômage et de la précarité que la part des salaires a tellement baissé dans tous nos pays : le chômage n'est pas seulement une conséquence de la crise que nous vivons depuis cinq ans, il en est une des causes fondamentales. On ne pourra pas sortir de la crise sans s'attaquer radicalement au chômage et à la précarité.

N'en déplaise aux néolibéraux, nous ne sommes pas face à une crise de l'Etat-providence, mais bien face à une crise du capitalisme dont l'extrême gravité rend insuffisantes les réponses classiques de l'Etat-

providence, La justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise ; reconstruire la justice sociale est le seul moyen de sortir de la crise !

Deux stratégies sont possibles pour le prochain président de la République : soit il pense que la crise est bientôt finie et qu'il suffit d'une bonne gestion des finances publiques pour passer les quelques mois difficiles qui nous séparent de l'embellie. Soit il pense au contraire qu'il ne reste qu'un temps limité avant un possible effondrement du système économique, et il doit « faire du Roosevelt » : organiser un nouveau Bretton Woods dès le mois de juillet 2012, mettre fin aux privilèges incroyables des banques privées dans le financement de la dette publique, lutter frontalement contre les paradis fiscaux et agir avec force contre le chômage et la précarité en lançant dès le mois de mai des états généraux de l'emploi : trois mois de travail avec l'ensemble des partenaires concernés pour construire un nouveau contrat social, comme l'ont fait en 1982 les Néerlandais avec les accords de Wassenaar.

Quel est le rôle historique de la gauche européenne ? Gérer l'effondrement du modèle néolibéral, quitte à mourir dans les décombres, ou accoucher d'une nouvelle société avant que la crise, comme dans les années 1930, ne débouche sur la barbarie ?

Pour pousser le prochain président à l'audace, nous venons de créer le collectif Roosevelt 2012 : avec Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George, Michel Rocard, René Passet, Dominique Méda, Lilian Thuram, Robert Castel, Bruno Gaccio, Roland Gori, Gaël Giraud, la Fondation Abbé-Pierre, la Fondation Danielle Mitterrand, la Ligue de l'enseignement, Génération précaire et bien d'autres, notre objectif est simple : provoquer un sursaut ! Si vous partagez cette envie, rejoignez le collectif en signant son manifeste et les quinze propositions de réformes sur <http://www.roosevelt2012.fr/>

Pierre Larrouturnou est économiste et l'une des personnalités du collectif « Roosevelt 2012 » qui propose 15 mesures d'urgence pour sortir de la crise. M. Larrouturnou vient de publier < C'est plus grave que ce qu'on vous dit... Mais on peut s'en sortir ! Nova Editions 3 Euros.